

Accords de libre-échange de l'Union européenne: rationnel, historique et controverses

Note de synthèse

Rédigé par Oumou Jasmine NGWAYA KANDE

Résumé

Les accords de libre-échange (ALE) de l'Union européenne (UE) sont des instruments clés visant à libéraliser le commerce international, stimuler la croissance économique et renforcer les relations avec des partenaires mondiaux. Les accords de libre-échange (ALE) de l'Union européenne (UE), tels que le **CETA** avec le Canada, l'accord avec le **Mercosur** et le nouvel accord avec le **Chili**, visent à libéraliser le commerce international et à stimuler la croissance économique. Cependant, ces accords font face à des critiques croissantes concernant leur impact sur la souveraineté nationale, les normes sociales et environnementales, et pour favoriser les intérêts des multinationales au détriment des populations locales et des petites entreprises.

Les débats actuels soulignent les contradictions entre les promesses de développement économique et les réalités socio-économiques et environnementales. Les préoccupations incluent le respect des engagements climatiques de l'UE, la protection des droits des travailleurs, et la transparence des négociations. De plus, la pandémie de COVID-19 et les tensions géopolitiques ont ravivé les discussions sur la nécessité de repenser les chaînes d'approvisionnement mondiales et de renforcer l'autonomie stratégique de l'UE.

1. Les accords de libre-échange de l'UE : moteur économique ou casse-tête démocratique ?

Les Accords de Libre-Échange (ALE) sont au cœur de la stratégie commerciale de l'Union européenne (UE) depuis des décennies. Initialement axés sur la réduction des droits de douane pour faciliter le commerce des biens, ces accords ont évolué vers des "accords de nouvelle génération". Ils englobent désormais des normes non tarifaires touchant les services, les investissements, la propriété intellectuelle, les réglementations nationales, ainsi que les normes sanitaires et environnementales. Cette transformation reflète une volonté d'intégration économique plus profonde et d'harmonisation des réglementations entre l'UE et ses partenaires commerciaux. Cependant, cette évolution a suscité de vives controverses et résistances. Mouvements paysans, organisations altermondialistes comme Attac, syndicats, ONG environnementales et certains États membres critiquent ces accords. Ils estiment qu'ils favorisent les intérêts des multinationales au détriment de la souveraineté nationale, des normes sociales et environnementales, et des droits des populations locales. Le manque de transparence des négociations et l'influence des lobbies industriels sont également pointés du doigt.

Des accords tels que le CETA avec le Canada, celui avec le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) et le nouvel accord avec le Chili illustrent ces préoccupations. Ils intègrent des mécanismes comme les tribunaux arbitraux privés (ISDS), permettant aux entreprises de poursuivre les États, ce qui peut limiter la capacité des gouvernements à légiférer dans l'intérêt public. De plus, ils soulèvent des inquiétudes concernant l'environnement, la santé publique, les droits des travailleurs et la protection des ressources naturelles. Ainsi, l'évolution des ALE de l'UE traduit une transformation profonde de la politique commerciale européenne. Elle passe d'une simple réduction des barrières tarifaires à une intégration économique plus large, avec des implications majeures pour la souveraineté nationale, les normes sociales et environnementales, et la démocratie.

2. Pourquoi l'UE mise tout sur les accords commerciaux ?

Les ALE de l'UE visent à atteindre des objectifs stratégiques et économiques majeurs. Ils reflètent la vision de l'UE du commerce international comme moteur de croissance économique, de stabilité politique et de diffusion de ses normes et valeurs.

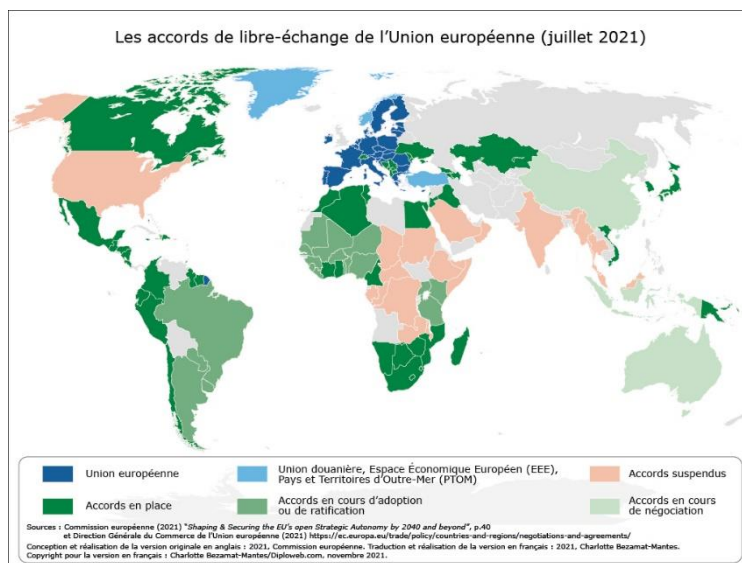
L'un des principaux objectifs est de favoriser la croissance économique en augmentant les exportations européennes. En éliminant les barrières tarifaires et non tarifaires, ces accords ouvrent de nouveaux marchés aux produits et services européens, stimulant ainsi la production, l'investissement et l'emploi. Selon la Commission européenne, les exportations soutiennent environ 36 millions d'emplois dans l'UE, un chiffre en forte augmentation. Historiquement, l'UE a soutenu l'idée que le commerce international contribue à la stabilité politique et à la paix entre les nations. En renforçant les liens économiques, les ALE sont perçus comme des instruments pour prévenir les conflits et encourager le développement mutuel, s'inscrivant ainsi dans la tradition de la politique commerciale européenne qui promeut la coopération internationale et les valeurs démocratiques. Les ALE servent également à diffuser les normes européennes en matière de qualité, de protection des consommateurs, d'environnement et de droits sociaux. En intégrant des clauses sur les normes du travail, les droits de l'homme et la protection de l'environnement, l'UE encourage ses partenaires à adopter des réglementations similaires. Par exemple, le CETA comprend des chapitres dédiés au développement durable et à la responsabilité sociale des entreprises, visant à éviter un "nivellement par le bas" des normes.

Dans un contexte de concurrence mondiale accrue, les ALE permettent aux entreprises européennes de rivaliser efficacement à l'international. Ils facilitent l'accès aux marchés étrangers, non seulement pour les grandes multinationales, mais aussi pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui sont cruciales pour l'économie européenne. Les ALE offrent des opportunités d'accéder à de nouvelles technologies, ressources

Accord de libre-échange de l'UE

et partenariats, renforçant ainsi l'innovation et la compétitivité de l'UE. Cependant, ce raisonnement est contesté par plusieurs mouvements sociaux, organisations paysannes et altermondialistes. Ils estiment que les ALE profitent principalement aux multinationales, au détriment des populations locales, de la souveraineté nationale et de l'environnement. Ils soulignent que le commerce international est une construction politique reflétant les rapports de force économiques et géopolitiques, plutôt qu'un phénomène naturel.

3. Des droits de douane à la mondialisation intégrée : l'évolution des ALE européens



Carte1 : Cette carte montre l'étendue des accords de libre-échange de l'Union européenne (juillet 2021), incluant les accords en place, en cours de négociation ou de ratification, ainsi que les zones où ces accords sont suspendus.

L'histoire des ALE de l'UE est étroitement liée aux évolutions du commerce international depuis la fin du XX^e siècle. La création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1995 a marqué une étape cruciale en visant à instaurer un cadre multilatéral pour faciliter les échanges, réduire les barrières et régler les différends commerciaux. L'UE, acteur majeur, a activement participé à l'OMC pour promouvoir le libre-échange tout en défendant ses intérêts.

Cependant, les négociations multilatérales ont rapidement rencontré des obstacles. Le cycle de Doha, lancé en 2001 pour réduire les inégalités commerciales, a connu de nombreux blocages en raison des divergences entre pays développés et en développement sur des questions clés comme l'agriculture, les services et la propriété intellectuelle. Face à ces impasses, l'UE a orienté sa stratégie vers des accords bilatéraux et régionaux, permettant des négociations plus rapides et adaptées aux spécificités des partenaires. Des accords tels que celui avec le Chili en 2002, la Corée du Sud en 2011, et plus récemment le CETA avec le Canada en 2016, en sont des exemples.

Les ALE de l'UE ont évolué pour devenir des accords de "nouvelle génération". Ils ne se limitent plus à la réduction des droits de douane, mais englobent des domaines comme les normes sociales et environnementales, les services et propriété intellectuelle et les mécanismes de règlement des différends. En effet l'intégration de chapitres sur le développement durable, les droits du travail, la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique. De plus la libéralisation des marchés de services, protection des droits de propriété intellectuelle, facilitation du commerce électronique et des flux de données. Enfin l'introduction de tribunaux arbitraux privés (ISDS), permettant aux entreprises d'intenter des actions contre les gouvernements en cas de mesures affectant leurs investissements.

Accord de libre-échange de l'UE

Cette évolution reflète la volonté de l'UE de façonner les règles du commerce mondial selon ses standards, surtout face à la stagnation des négociations multilatérales. Cependant, elle a entraîné une augmentation des critiques et des résistances de la société civile, des mouvements paysans, des syndicats et de certains États membres, dénonçant le manque de transparence et les risques pour les normes sociales et environnementales.

4. Libre-échange : des bénéfices économiques aux dérives politiques et sociales

Les ALE de l'UE, bien qu'ayant pour objectif de stimuler le commerce et la croissance économique, suscitent des inquiétudes quant à leur impact sur la souveraineté nationale, la démocratie, l'agriculture locale et l'influence des multinationales.

En effet, les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) permettent aux multinationales de poursuivre les États lorsque des lois ou réglementations nuisent à leurs investissements. Cela peut limiter la capacité des gouvernements à légiférer dans l'intérêt public, par crainte de sanctions financières. Ce système crée une justice parallèle, où les entreprises ont accès à des tribunaux privés internationaux, alors que les citoyens et les PME n'y ont pas accès. De plus, le manque de transparence des négociations, souvent menées sans consultation publique, renforce le déficit démocratique.

De plus, l'ouverture des marchés expose les agriculteurs européens à une concurrence déloyale face à des importations de produits à bas coût, issus de pays aux normes sociales, environnementales et sanitaires moins strictes. Cela peut entraîner une pression à la baisse sur les standards européens. L'importation de viande bovine traitée aux hormones ou de produits OGM, interdits dans l'UE, est une source majeure de préoccupation. De plus, les accords favorisent des pratiques agricoles intensives, menaçant la biodiversité et contribuant à des problèmes environnementaux tels que la déforestation.

Enfin, les multinationales jouent un rôle prépondérant dans la négociation des ALE, grâce à un lobbying intense qui leur permet d'influencer les clauses des accords en leur faveur. La protection des investissements est souvent privilégiée, garantissant aux multinationales des conditions favorables à l'étranger. Cela peut conduire à une priorisation des profits des entreprises au détriment des droits des travailleurs, de la protection de l'environnement et de la santé publique.

5. Conclusion : vers un modèle durable et équitable

Face aux défis et controverses soulevés par les ALE actuels, il est essentiel de repenser le modèle des accords commerciaux de l'UE pour qu'ils répondent aux impératifs du XXI^e siècle.

Plusieurs pistes d'alternatives émergent. En effet, promouvoir des échanges basés sur la justice sociale, le respect des droits humains et la protection de l'environnement. Cela implique de soutenir les petits producteurs, de garantir des prix justes et de favoriser des pratiques commerciales responsables. Ensuite, encourager la relocalisation et soutenir les industries locales pour renforcer la résilience économique, préserver les savoir-faire et promouvoir des modes de production durables. Enfin, impliquer davantage les citoyens, les mouvements sociaux et les parlements nationaux dans les négociations pour assurer la transparence et la légitimité démocratique des accords commerciaux.

En définitive, il s'agit de trouver un équilibre entre les avantages du commerce international et la nécessité de préserver la souveraineté nationale, les droits humains, l'environnement et la justice sociale. Une politique commerciale européenne qui intègre pleinement ces considérations peut contribuer à un développement plus équitable et durable. Cela nécessite une volonté politique forte et une réorientation des priorités pour que le commerce soit véritablement au service des populations.

Bibliographie

1. **Commission européenne - CETA Accord économique et commercial global** : Offre des informations officielles détaillées sur le CETA entre l'Union européenne et le Canada, y compris les objectifs, les bénéfices attendus et les textes juridiques. https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/canada/ceta_fr
2. **Commission européenne - Accord commercial UE-Mercosur** : Présente l'accord entre l'UE et le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay), avec des informations sur les négociations, les engagements pris et les avantages potentiels. https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/mercosur_fr
3. **Commission européenne - Accord-cadre avancé UE-Chili** : Fournit des détails sur le nouvel accord commercial entre l'UE et le Chili, y compris les domaines couverts et les objectifs stratégiques. https://policy.trade.ec.europa.eu/eu-trade-relationships-country-and-region/countries-and-regions/chile_fr
4. **Institut Veblen - "Le CETA à l'épreuve des faits"** : Analyse critique approfondie de l'impact du CETA sur l'économie, l'environnement et la société, mettant en lumière les divergences entre les promesses et la réalité. <https://www.veblen-institute.org/Le-CETA-a-l-epreuve-des-faits.html>
5. **Attac France - Dossiers sur les accords de libre-échange** : Fournit des analyses détaillées et critiques sur le CETA, l'accord UE-Mercosur et d'autres ALE, en se concentrant sur leur impact social et environnemental. <https://france.attac.org/se-mobiliser/accords-de-libre-echange/>
6. **Greenpeace France - Les risques des accords de libre-échange** : Met en évidence les enjeux environnementaux et climatiques liés aux accords commerciaux tels que le CETA et l'accord UE-Mercosur, soulignant les contradictions avec les engagements climatiques. <https://www.greenpeace.fr/les-risques-des-accords-de-libre-echange/>
7. **Le Monde - "L'accord commercial UE-Mercosur toujours en suspens" (2023)** : Article récent fournissant une mise à jour sur l'état des négociations et les obstacles à la ratification de l'accord UE-Mercosur. https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/07/01/l-accord-commercial-ue-mercosur-toujours-en-suspens_6180037_3234.html
8. **Reporterre - "Le CETA, un accord controversé toujours pas ratifié" (2023)** : Analyse l'état actuel du CETA, les controverses entourant sa ratification et les implications pour la France et l'Union européenne. <https://reporterre.net/Le-Ceta-un-accord-controverse-toujours-pas-ratifie>
9. **Institut Veblen - "La politique commerciale de l'UE à l'épreuve du Green Deal"** : Étudie les contradictions entre les accords de libre-échange de l'UE et ses engagements environnementaux dans le cadre du Pacte vert européen (Green Deal). <https://www.veblen-institute.org/La-politique-commerciale-de-l-UE-a-l-epreuve-du-Green-Deal.html>
10. **Euractiv - "L'UE et le Chili concluent un nouvel accord commercial" (2022)** : Article informant sur le nouvel accord commercial entre l'UE et le Chili, ses principaux éléments et les réactions qu'il suscite. <https://www.euractiv.fr/section/commerce-industrie/news/lue-et-le-chili-concluent-un-nouvel-accord-commercial/>